



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 88 - 29 septembre 1980

dans ce numéro

- .SENEGAL : la "solidarité nationale", un prétexte pour voler les travailleurs
- .COTE D'IVOIRE : vous avez dit "démocratie"?
- .MALI : un bilan de faillite
- .TCHAD : Kamougué interdit 3 journaux
- .POLOGNE : vive la lutte des travailleurs

SECHERESSE

la société d'exploitation
aggrave les conséquences



sommaire

Page 2

SECHERESSE →

Page 3

SENEGAL : la "solidarité nationale" : un prétexte pour voler les travailleurs

Page 4

La suppression de L'ONCAD

Page 6

COTE D'IVOIRE : vous avez dit "démocratie"?

Page 8

MALI : bilan de faillite pour le régime

Page 9

TCHAD : Kamougué interdit 3 journaux

Page 10

Vive la lutte des travailleurs polonais

* * *

*

EDITORIAL

SECHERESSE :

LA SOCIETE D'EXPLOITATION
AGGRAVE LES CONSEQUENCES

Cette année encore, la faim menace au Mali, au Sénégal, comme en Mauritanie. Ici dans l'immigration, nous recevons des lettres alarmantes de nos parents restés au pays. Certains nous disent avoir perdu presque tout leur bétail et qu'il faudra donc les aider.

Les informations officielles font état de situation catastrophique dans nombre de régions, suite notamment au début tardif de la saison des pluies. Selon Mohamed Ould Amar, ministre mauritanien du développement, 70% du cheptel a péri dans les régions de l'Est et du Centre de la Mauritanie. Une grande partie du bétail a également été décimée dans le Sine-Saloum au Sénégal. En Casamance, c'est avec bien du retard que le riz a pu être repiqué, la récolte est donc compromise.

Dans la région de Kayes au Mali par exemple, certains éleveurs ont perdu jusqu'à 30 et 50 % de leurs troupeaux. Il est trop commode, pour ceux qui nous dirigent, de gémir contre la nature ou d'évoquer avec l'aide des marabouts, la volonté de Dieu. Mais si la terre se dessèche et le bétail meurt dès que la pluie tarde ; si nos parents, nos frères des campagnes sont menacés de famine, ce n'est pas parce que la nature est inhospitalière et la terre mauvaise!

Elle l'est, peut-être, en certains endroits. Encore que, dans ces endroits-là, si le désert avance au détriment de la bonne terre, c'est souvent en raison de la monoculture imposée par le capitalisme, en raison du manque de moyens d'irrigation.

Mais tous ceux qui en viennent, savent que la région du fleuve par exemple, est encore très fertile ou pourrait l'être. Il suffit de voir les champs de canne ou de riz foisonnant de Richard Toll. La terre y est riche et la végétation luxuriante, parce que irriguées. Seulement voilà, ces champs-là appartiennent à des sociétés capitalistes ou à l'Etat.

A qui ferait-on croire que c'est la faute de la terre de Casamance si la récolte est aléatoire ? Les champs sont secs si la pluie manque, pourtant les fleuves ne sont jamais bien loin. Oui, les paysans pourraient vivre mieux, ou tout simplement vivre. Mais il leur faut un minimum de moyens. De quoi creuser des puits ou assurer un minimum d'irrigation. Souvent, il faudrait bien peu. Mais ce peu est aux mains des capitalistes ou de l'Etat et de ses fonctionnaires, ce qui, souvent revient au même.

Le drame, c'est que lorsque les paysans peuvent faire appel à ces moyens, ils mettent le doigt dans l'engrenage capitaliste. Leur récolte est peut-être moins aléatoire et plus abondante. Mais à quoi bon, si elle sert pour l'essentiel, à rembourser des dettes ? Et le paysan grugé ne vit pas mieux,

... / ...

abonnements

FRANCE : 1 an

ordinaire : 12 F

sous pli fermé : 36 F

AUTRES PAYS :

écrire au journal

Adresser toute correspondance à : Combat Ouvrier
BP 145

75 023 Paris Cedex

en spécifiant :

"pour le PAT"

Prière de régler les abonnements en timbres postaux.
Merci.

quand il ne finit pas par être chassé de ses terres.

Le Sénégal, comme le Mali et la Mauritanie, sont des pays pauvres qui ne disposent sans doute pas de grands moyens. C'est seulement le renversement du capitalisme à l'échelle du monde et l'accès de tous les hommes aux richesses accumulées dans les pays impérialistes qui pourrait mettre fin à cette pauvreté. Mais même les moyens limités des pays d'Afrique, mis à la disposition de la population travailleuse, utilisés non pas pour créer des grandes exploitations "rentables" produisant pour le marché mondial -comme cela commence à se faire- mais pour faire vivre les paysans et produire des cultures vivrières, suffiraient déjà pour parer au plus pressé. Ils suffiraient pour faire reculer la menace de la famine.

Cela est possible. Cela est nécessaire de façon vitale. Mais cela nécessite que les ouvriers et les paysans pauvres, se donnant la main et renversant l'Etat, prennent le contrôle de tous les moyens de production des pays et les utilisent rationnellement.

* * * * *

SENEGAL la "solidarité nationale" :

UN PRETEXTE POUR VOLER LES TRAVAILLEURS

Le gouvernement sénégalais a fait voter au mois d'août dernier à l'Assemblée Nationale, une loi sur un "prélèvement exceptionnel de solidarité nationale". Selon cette loi, tout salarié sénégalais devra verser pendant six mois à partir du mois de septembre 1980, une journée de salaire par mois, pour venir en aide aux paysans en difficulté.

Ces six mois de salaires seront directement prélevés par l'employeur et versés au Trésor Public. Ainsi il est prévu que, d'ici à février 1981, un montant de 3,5 milliards de Francs CFA sera pris de la poche des salariés.

Selon le journal "Le Soleil", "cet effort est demandé aux immigrés travaillant en France et ailleurs". Ces soucis hypocrites du gouvernement provoquent tout au plus un éclat de rire ici dans l'immigration.

Ce fonds servira, selon le ministre de l'Economie et des Finances Ousmane Seck, à l'achat de vivres qui seront ensuite distribués aux populations rurales des zones sinistrées. Une commission de gestion dans laquelle siègeront également des représentants du CNTS (syndicat dont les dirigeants sont désignés par l'Etat), sera mise sur pieds pour soi-disant contrôler et garantir l'utilisation du fonds.

Quel naïf croira que les 3,5 milliards recueillis serviront réellement à aider les paysans ? Ce n'est pas la première fois que le gouvernement parle de "solidarité nationale". A chaque fois les paysans n'ont vu que du vent. D'ailleurs, même si on imagine une seconde que les dirigeants utiliseront l'argent comme ils le disent, ce ne sera qu'une façon de prélever sur les travailleurs ce qu'ils refusent de prélever sur les riches, les grands fonctionnaires qui s'enrichissent sur le dos des travailleurs des villes et des campagnes.

En réalité c'est l'Etat qui profitera de cet argent pour combler les trous de son budget. De même que les fonctionnaires qui préleveront au passage leur dîme en en détournant une partie. Bien heureux seraient les paysans s'il leur en restait quelque

.../...

chose.

Il est de notoriété publique que même les rares vivres et médicaments provenant des dons d'organismes internationaux ne sont pas distribués, comme ils devraient l'être, mais vendus ! Combien de margoulins, de haut en bas de l'appareil d'Etat, s'enrichissent avec cet argent détourné ? Ainsi par exemple, l'ONCAD à Bakel vendait au cours du mois de juillet/août, le gros mil provenant des dons à 52,50 F CFA le kg. Oh bien sûr, quelques kg furent distribués à quelques familles mais tout le reste a été vendu soi-disant pour récupérer les frais de transport !

Alors quand nos dirigeants parlent de solidarité, c'est pour s'engraisser encore une fois sur le dos des pauvres. Il est pourtant nécessaire qu'une réelle solidarité existe entre les petits paysans et les travailleurs. Ils n'ont d'ailleurs pas attendu les discours et les lois pour s'entraider. Les travailleurs des villes envoient constamment une partie de leur salaire pour subvenir aux besoins de leurs familles en campagne. De même que les paysans, quand la récolte est bonne, envoient des vivres à leurs familles qui travaillent en ville.

Les paysans et les travailleurs, ensemble, sont capables d'organiser une solidarité encore plus large que l'échelle familiale ou villageoise. Il y va même de leur intérêt. Mais pour cela ils n'ont pas besoin de "l'aide" de cet Etat aux service des exploités.

concordent

Les intérêts des petits paysans et des travailleurs/dans une multitude de domaines. Mais ils vont à l'encontre des intérêts des privilégiés et de l'Etat qui les protège. C'est pour cela qu'une solidarité politique leur est indispensable pour mettre en commun leur force et leur lutte, pour mettre fin au règne des parasites et pour détruire l'Etat des privilégiés.

C'est cette solidarité révolutionnaire qui leur permettra le plus efficacement de contrôler et de gérer les affaires qui concernent toute la population.



la suppression de l'ONCAD

Le 23 août dernier l'Etat sénégalais a décidé de liquider l'Office National de Coopération et d'Aide au Développement", plus connu sous le sigle de ONCAD. Ce n'est pas la première fois qu'une entreprise d'Etat est supprimée. En effet la société BUD Sénégal (semi-publique) qui, elle aussi, travaillait dans le secteur agricole a été liquidée en fin 79 et ses 3 000 employés renvoyés.

L'ONCAD n'est pas non plus la seule entreprise d'Etat en cours de liquidation. La SONAFOR (Société Nationale de Forages) qui employait 250 personnes à construire des puits et des installations d'eau, a été liquidée en même temps que l'ONCAD. La suppression de la SONAFOR est d'ailleurs d'autant plus scandaleuse que le Sénégal est victime

... / ...

de la sécheresse, et que toutes les campagnes manquent cruellement de puits.

Mais c'est la dissolution de l'ONCAD qui a fait la une de l'actualité sénégalaise. Cette énorme société avait un chiffre d'affaire de 100 milliards de francs CFA, c'est-à-dire presque l'équivalent du budget de l'Etat (110 milliards). Cela a alimenté les discussions entre les partisans et les adversaires des sociétés d'Etat.

A. QUOI SERVAIT L'ONCAD ?

L'ONCAD a été créé en 1966 pour promouvoir et collecter l'arachide. Il lui a été donné le monopole d'achat de l'arachide dans tout le pays. Senghor justifiait la création de cette société par le fait que les collecteurs privés volaient les paysans.

L'ONCAD encadrait 1 600 "coopératives" (chiffre officiel), vendait du matériel agricole, des semences et de l'engrais, souvent à crédit (remboursable en nature). Par la suite, il s'est occupé également de la vente de riz.

Il est évident que si l'ONCAD rendait quelques services à la population rurale, il a été utile essentiellement pour les entreprises capitalistes de l'huile d'arachide (les Lesieur et C^{ie}). L'ONCAD avait en effet pris en charge les opérations de collectage auprès des paysans, de stockage, de transport à l'intérieur du pays ; c'est-à-dire toutes ces opérations d'intermédiaires indispensables, mais où le taux de profit est trop bas pour intéresser les grands capitalistes. Non seulement l'ONCAD faisait un travail utile pour les trusts de l'alimentation, mais de surcroît, en cas de déficit éventuel, c'est l'Etat sénégalais qui devait boucher les trous.

Au passage, bien sûr, les dignitaires sénégalais prélevaient des avantages pour eux-mêmes. La création de l'ONCAD a permis aussi aux grands fonctionnaires de donner des sinécures à leurs parents et amis, en leur donnant des places. L'ONCAD faisait ainsi vivre une multitude de parasites. Quant aux prêts de l'ONCAD aux coopératives, destinés théoriquement à aider les paysans, ils étaient pour l'essentiel attribués à une clientèle de riches notables, marabouts, commerçants ou politiciens locaux.

LES CAUSES DE LA FAILLITE DE L'ONCAD.

Les responsables de l'Etat sénégalais ont invoqué officiellement le trop lourd passif du bilan. Les pertes se sont élevées à 12 milliards de F CFA en 1975/76 par exemple.

Ils ont aussi invoqué les "structures trop lourdes" (c'est-à-dire que la société était devenue une machine trop difficile à contrôler) et les détournements. Le total des détournements pour la dernière année a été évalué à 1 milliard de F CFA.

Tout cela ce sont les ministres eux-mêmes qui l'ont dit pour justifier la dissolution de l'ONCAD. Question corruption, on veut bien les croire, ils sont des connaisseurs. Encore faut-il observer qu'ils ne reconnaissent cette corruption qu'après bien des années pendant lesquelles un certain nombre de hauts dignitaires ont largement pu remplir leurs poches. Par ailleurs, il est permis d'être quelque peu sceptique quand à l'invocation de la corruption comme raison essentielle de la dissolution de l'ONCAD ; ou alors, tous les ministres devraient trembler pour leurs ministères...

A vrai dire les raisons des difficultés de l'ONCAD sont sans doute plus profondes, liées au rôle d'intermédiaire de l'ONCAD entre les grands trusts de l'alimentation et les paysans.

Sur le marché international, ce sont les trusts de l'alimentation qui imposent leur prix. L'ONCAD était obligé d'accepter des prix de moins en moins élevés, par rap-

port aux prix des produits industriels vendus par l'occident capitaliste. Au fond, l'ONCAD est victime de l'échange inégal entre pays pauvres et pays impérialistes. L'ONCAD a évidemment répercuté les pressions du marché impérialiste sur les paysans en les enfonçant de plus en plus dans la culture de l'arachide et en l'achetant au plus bas prix possible. Cela s'est traduit par une réduction du niveau de vie des paysans.

Mais l'ONCAD ne pouvait pas répercuter sans cesse ses frais grandissants sur les paysans. Tant que l'Etat avait de l'argent disponible, il avait accepté délibérément de combler les déficits. Après tout, cela arrangeait les capitalistes et les dignitaires. L'ONCAD est ainsi devenu un monstre dévoreur de deniers publics.

Mais maintenant que l'Etat a lui-même des difficultés budgétaires accrues, il a décidé des mesures d'austérité en commençant par la réduction du parc automobile, la suppression de l'ONCAD et d'autres sociétés...etc.

Assurément la dissolution de l'ONCAD ne pèsera pas lourd pour les paysans. Ce qui ne veut pas dire qu'ils seront moins exploités, ni que la politique agricole changera. Certaines branches de l'ONCAD vont être ressuscitées sous forme de nouvelles sociétés.

Ce ne sera pas un drame non plus pour un bon nombre de margoulin qui ont pi-gnon sur rue ; ils seront casés comme responsables...ailleurs.

Ce sont les travailleurs de l'ONCAD qui risquent de payer cette dissolution. Ils sont dorés et déjà victimes de la politique d'austérité du gouvernement. Mais il n'est pas dit qu'ils accepteront les licenciements sans broncher.

côte d'ivoire
vous avez dit "démocratie" ?

Le 12 juin dernier, Houphouët annonçait aux ivoiriens sa volonté de "démocratiser la vie politique ivoirienne". Une façon comme une autre de reconnaître que la démocratie n'a jamais existé dans le pays. En tout cas cela a provoqué un remue-ménage p a r m i les parasites que le régime entretient. De quoi s'agit-il en effet ?

Depuis l'indépendance un seul parti existe en Côte d'Ivoire : le PDCI (Parti Démocratique de Côte d'Ivoire). Le régime récompensait ses fidèles serviteurs en les nommant secrétaires généraux de sous-section du parti. Il en est de même pour les maires des grandes villes et les conseillers généraux. Quand à l'élection des députés, si tant est-il qu'on puisse parler d'élection, le parti dressait une liste de candidats choisis parmi les plus soumis des serviteurs du régime. La liste était présentée en même temps que la candidature du président de la république. La suite n'était qu'une simple formalité. Les populations élisait ainsi des députés dont elles ignoraient parfois jusqu'au nom.

Aujourd'hui les mesures présentées comme démocratiques se résument ainsi. Il y aura plusieurs élections. Le parti ne désignera plus les responsables politiques. Officiellement, tout ivoirien de 23 ans au moins pourra être candidat au poste qu'il veut (secrétaire de sous-section du parti, conseiller, maire ou député) ; étant entendu que tout le monde est considéré d'office comme membre du PDCI. .../...

Mais pour être candidat député il faut verser une caution de 100 000 F CFA. Caution non remboursable si le candidat n'a pas 10 % des voix. (Le SMIG ne dépasse pas 35 000 F CFA). Belle démocratie en tout cas, et bien malin qui verrait là une ouverture quelconque.

Ces mesures sont entrées en application. La première élection a vu le renouvellement des secrétaires généraux des sous-sections du PDCI. Plus de la moitié des anciens secrétaires ont été balayés. Une preuve que ces anciens dignitaires étaient vomis par la population. D'ailleurs, pour les prochaines élections de députés et de maires, d'autres évictions, plus spectaculaires, de barons du régime sont à prévoir.

Alors il est permis de se demander quelle mouche a donc piqué Houphouët pour qu'il mette en balance la situation de certains de ses vieux acolytes ?

La situation économique de la Côte d'Ivoire, relativement favorable par rapport à la plupart des pays voisins, ne profite en effet pas à toute la population. Le mécontentement des laissés-pour-compte du petit essor économique s'est manifesté à plusieurs reprises. Est-ce à cause de cette situation qu'Houphouët a monté cette opération ? D'autant plus que ce mécontentement a des répercussions au niveau de l'appareil politique dont le monolithisme n'empêche pas les rivalités d'exister. Houphouët est assez âgé, et les candidats à sa succession sont nombreux. Les uns et les autres pourraient être tentés de jouer chacun sa propre carte, au besoin contre les autres.

Les mesures actuelles ne pourraient, dans ce cas, être comprises que comme le reflet de la bataille au sommet. Bataille qui, pour l'instant, tourne à l'avantage d'Houphouët. Car il pourra ainsi éliminer plus facilement les impatients et, pourquoi pas, les rivaux en puissance.

Un des futurs perdants dans l'histoire est Philippe Yacé, jusque-là tout puissant secrétaire général du PDCI. Son poste sera supprimé. Les élections pour les autres postes serviront à éliminer bien d'autres dignitaires.

Ainsi Houphouët, en faisant voter contre certains des barons de son régime, apparaît comme le seul maître du jeu. Il a lâché les plus vomis de ses serviteurs, du moins ceux qui ne lui étaient pas utiles, en en faisant par la même occasion des boucs émissaires de sa propre politique.

Seulement s'il peut se livrer à cette mascarade c'est parce que la montée de la contestation n'est pas forte.

Gageons que s'il y avait vraiment une puissante montée de la contestation, Houphouët ne s'aventurerait pas dans ces tours de passe-passe, mais utiliserait l'arme de la répression. Il l'a montré par le passé. A moins que des militaires aspirant à la succession de Houphouët, ne soient tentés par le rôle...

* * * * *

MALI bilan de faillite pour le régime

Le 20^e anniversaire de l'indépendance du Mali a été une occasion pour Moussa Traoré de faire un long discours sur la situation difficile que connaît à l'heure actuelle ce pays qui est classé parmi les plus pauvres du monde.

Après avoir versé des larmes de crocodile sur les souffrances des maliens et maliennes qui, depuis 20 ans "se sont trouvés sans cesse confrontés à des difficultés et à des épreuves de toutes sortes", le dictateur malien s'est attaqué à ce qui selon lui, est la cause des difficultés de son régime. Dans la foulée, il a condamné les étudiants "fauteurs de troubles", les cadres, qui n'ont aucun "sens de l'Etat, qui manquent d'honnêteté intellectuelle et morale etc... et qui trahissent le peuple".

Baissons Traoré juger les cadres, ses sous-fifres, il les connaît bien. Mais pour ce qui est du gouvernement, le bilan est facile à faire. Il y a des ministres à la tête de tous les secteurs : Santé, transports, travail, agriculture etc... Pourtant rien ne fonctionne dans le pays. Le chômage atteint des proportions considérables, surtout parmi les jeunes. Et le nombre des maliens qui viennent chercher du travail en France, atteste de la gravité de ce mal.

La vie chère, la misère sont le lot quotidien des populations. Le pays vit dans une situation de pénurie quasi permanente de tout ce qui est produit de première nécessité. Les hôpitaux manquent d'équipements et de médicaments. A Bamako par exemple il arrive que l'eau soit coupée pour des heures, voire des jours entiers. Ne parlons pas de l'électricité, car les habitants de Bamako ont pris l'habitude des coupures de courant qui ont lieu cinq jours sur sept. Dans les campagnes, les produits alimentaires de base manquent, et sont l'objet de la spéculation des gros commerçants.

Au mécontentement quasi général de la population, c'est par la répression que répond le régime militaire. Tout récemment encore, les élèves et étudiants maliens s'affrontaient aux soldats de Moussa. A l'heure où nous écrivons, les problèmes de l'enseignement ne sont pas résolus. Des enseignants sont en prison, l'école n'a pas encore commencé, et de nombreux élèves sont bloqués dans leurs villages, faute de moyen de transport, alors que le gouvernement avait promis une solution.

Le régime de Moussa Traoré apparaît tel qu'en lui-même : un appareil de répression féroce, et rien que cela. Bien sûr, tous les appareils d'Etat bourgeois sont des appareils de répression contre la majorité travailleuse. Et en cela, celui du Mali ne fait pas exception. Mais en prenant en charge certains services publics - l'éducation, la santé, la construction de routes, d'écoles ou d'hôpitaux - la plupart des Etats entourent leur raison d'être fondamentale, la répression, de quelques fioritures d'utilité publique.

Au Mali, rien de tout cela. Le régime est incapable de résoudre le moindre petit problème qui touche les populations. Des aménagements, il y en a eu aussi. Des militaires ont remplacé d'autres militaires, des ministres sont partis, d'autres ont pris leur place. Mais le régime demeure toujours tel qu'en lui-même.

Alors, s'il y a un combat à mener, c'est bien celui qui doit conduire les exploités maliens, non seulement à se débarrasser de cet régime de militaires, flics et autres ministres bons seulement à se remplir les poches sur le dos des populations, mais à détruire l'Etat lui-même.

: KAMOUGUE INTERDIT
: TCHAD
: TROIS JOURNAUX

Le colonel Kamougué qui se comporte comme un chef de gouvernement des régions sud (Logone Occidental et Oriental, Moyen-Chari, Tandjilé et Mayo-Kébbi) vient d'interdire trois journaux. Il s'agit des hebdomadaires "Mula" (Sarh), "Unité-Hebdo" (Moundou) et du bimensuel "Réveil" (Doba).

Cette presse créée après la fuite des sudistes de la capitale N'Djaména, lors des combats de février 1979, critiquait de façon très virulente, la politique du gouvernement français envers le Tchad. Ces critiques étaient parfois reprises et commentées par la presse internationale, et surtout la "Voix de l'Amérique".

Ces journaux reprochaient à la France, entre autres, le soutien qu'elle apporte au "sanguinaire" Hissen Habré, et la caution que Giscard donne à l'idée de Fédération pour le Tchad.

En tous les cas, Kamougué cherche à stabiliser la région sud du Tchad à la manière de tous les présidents-dictateurs en place en Afrique, par la répression et en corollaire, en baillonnant la presse. Il paraîtrait que c'est sur intervention discrète de la France que Kamougué a pris ces mesures d'interdiction.

Et cette stabilisation du Sud -à défaut de stabilité à l'échelle de l'ensemble du pays- intéresse au plus haut point l'impérialisme français. En effet, les intérêts capitalistes sont les plus importants dans cette région où sont implantées de grosses entreprises telles que Coton-Tchad, SONASUT, Gala, etc... Alors en attendant qu'un pouvoir central fort, pro-français soit mis en place, à N'Djaména, les capitalistes sont intéressés par une situation calme au Sud, pour exploiter en toute quiétude.

N'a-t-on pas vu, en pleine guerre, les agents de Boussac défiler à la frontière Cameroun/Tchad pour payer les fonctionnaires de Coton-Tchad ? Ne font-ils pas tout pour remettre en marche le ramassage et l'achat de coton ?

Ces choses-là, ils peuvent d'autant mieux les faire qu'il y a moins de troubles. Et Kamougué est là pour accomplir la besogne, que ce soit contre les journalistes ou contre les paysans. Lors d'une tournée en campagne, Naïmbaye, son ministre de l'agriculture disait à ses fonctionnaires : "faites en sorte que la production du coton augmente (...). On peut paraître brutal à l'égard des paysans, de nos parents... plus tard ils comprendront".

Conséquence de la guerre, l'insécurité a fait de Kamougué, avec son armée et les nombreux fonctionnaires qui l'ont suivi, le dirigeant de fait du sud.

Il fait tout pour, d'une part consolider son pouvoir, et d'autre part servir au mieux, les intérêts des capitalistes français dans cette zone.

Vive la lutte des travailleurs polonais

La classe ouvrière de Pologne vient de mener un des plus puissants mouvements de grèves de son histoire. Après trois mois de grèves les ouvriers polonais ont remporté une grande victoire. Ils ont imposé leurs revendications par leur lutte et leur détermination.

Non seulement ils ont eu des augmentations de salaires importantes, mais aussi ils ont imposé à un régime dictatorial la libération des détenus politiques, le droit de grève, le droit de créer leurs propres syndicats avec le droit de presse (tracts et journaux). C'est ainsi que tout récemment s'est tenue à Gdansk une assemblée générale des délégués d'une quarantaine de syndicats qui se sont créés tout au long de la grève.

De cette assemblée est né un "syndicat indépendant et autogéré" nommé "Solidarité". Ce syndicat est présidé par Lech Walesa, dirigeant ouvrier des grévistes de Gdansk. Le fait que ce soit toute la classe ouvrière qui s'est dressée contre le régime en place, montre à quel point ce régime, qui se prétend socialiste, voire communiste, ne représente ni de près ni de loin les travailleurs.

Comme dans tous les pays de l'Est, en Pologne règne un pouvoir dictatorial anti-ouvrier. Même s'il n'existe pas une bourgeoisie puissante, riche comme dans les pays capitalistes occidentaux, il y existe de profondes inégalités, des privilèges, alors que le dénuement est le lot commun des classes travailleuses.

La classe ouvrière n'est non seulement pas associée au pouvoir - bien que les dignitaires du régime prétendent régner en son nom - mais, jusqu'à présent, elle n'a pas le droit de s'organiser en dehors des formations officielles, ni de faire la grève. Et chaque fois que dans le passé elle s'est mise en mouvement pour revendiquer, elle s'est heurtée à la terreur policière, quand ce n'était pas aux balles de l'armée. En 1956 à Poznan, en 1970/71, ou encore en 1976, le régime a fait des centaines de victimes en tentant de noyer dans le sang les mouvements revendicatifs.

Eh bien, malgré la menace d'une nouvelle vague de répression, malgré aussi la menace d'une intervention de l'armée russe qui joue dans cette région du monde le rôle de gendarme - très exactement comme les armées de l'impérialisme américain ou français dans d'autres régions - les travailleurs polonais ont contraint la dictature à reculer. Ils ont montré la formidable puissance que représente la classe ouvrière lorsqu'elle est déterminée et organisée.

Même si la classe ouvrière est combattive, il se pose maintenant le problème de l'avenir. Walesa, l'ouvrier qui est à la tête de ce mouvement, se réclame d'idées qui sont franchement réactionnaires. Il est non seulement nationaliste, mais il se réclame aussi tout haut des conceptions religieuses.

Si les ouvriers polonais en lutte se trouvent aujourd'hui plus facilement représentés par des hommes qui défendent des idées cléricales et nationalistes que par des hommes qui se prétendent communistes, la responsabilité en incombe incontestablement à la bureaucratie russe, à ses acolytes des Démocraties Populaires, à tous ces Brejnev, Giereck et assimilés qui offrent du communisme une caricature hideuse.

Néanmoins, l'aspect nationaliste et religieux du mouvement ne va certainement pas dans le sens de l'émancipation de la classe ouvrière. Cet aspect contribue seulement à canaliser le mouvement ouvrier dans le sens des préoccupations de la petite bourgeoisie nationaliste. Si l'Eglise s'intéresse aux travailleurs, ce n'est certainement pas parce qu'elle souhaite que le prolétariat renverse la dictature des Gierak-Kania, au profit d'un pouvoir prolétarien.

De ce point de vue, il en va en Pologne comme partout dans le monde, en Afrique notamment. Le prolétariat ne pourra utiliser sa force et ses possibilités formidables dans le sens de sa propre émancipation et dans celui de l'émancipation de la société de l'exploitation, que s'il se bat sous son propre drapeau, pour sa propre politique, sous sa propre direction.

Quelle que soit la direction par laquelle la classe ouvrière de Pologne se trouve aujourd'hui représentée, la solidarité des révolutionnaires socialistes leur doit être acquise. Mais de surcroît, la classe ouvrière de Pologne a témoigné d'une énergie formidable pour conquérir des libertés et il est possible d'être optimiste quand à sa capacité de conserver ces libertés, pas seulement contre ses ennemis déclarés, mais aussi contre ses faux amis.

**** **** **** **** **** ****

**** **** **** ****

**** ****

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.